

**POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE SYSTÈME
D'INFORMATION DE GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD) POUR LE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
ET POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR TRAVAUX PUBLICS ET DES
SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA**

**N° DE L'INVITATION W8474-126279/F
MODIFICATION 010**

Cette modification contient les sections suivantes :

1. Ensemble de questions et réponses (7)

Section 1 : Ensemble de questions et réponses (7)

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2015-07-03), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

- Q27. Le soumissionnaire a retiré sa question.
- R27. Sans objet. Le soumissionnaire a retiré sa question.
- Q50. Dans la dernière modification, les questions 21 et 27 semblent être manquantes. S'agit-il d'un problème administratif ou attend-on toujours une réponse du client?
- R50. Veuillez-vous reporter à la réponse 21 dans la modification 004. La question 27 a été retirée par le soumissionnaire (voir ci-dessus).
- Q54. Comme il est indiqué dans la réponse à la question 34 et la révision 003 des parties 1 à 8 de la demande de propositions qui a été publiée sur le site achatsetventes.gc.ca, le Canada a révisé la clause sur la vérification discrétionnaire des comptes [alinéas 7.10e) et 8.9e)]. Pour l'alinéa 8.9e), nous croyons que le titre devrait être « Vérification discrétionnaire des comptes – Biens et(ou) services non commerciaux (nouvelles catégories de main-d'œuvre et experts en la matière) ». Le Canada peut-il confirmer ce titre, conformément à celui de l'alinéa 7.10e)?
- R54. Le Canada a examiné la demande. Aucune modification ne sera apportée à la demande de propositions.
- Q55. À la lumière de la plus récente modification, nous demandons respectueusement une prolongation de dix jours pour permettre aux soumissionnaires d'examiner les changements et de rajuster leurs réponses.
- R55. Conformément à la modification 009, la date de clôture des soumissions a été prolongée du 12 février au 22 février 2016.

- Q56. Compte tenu des changements importants qui découlent de la modification 008 et des pièces jointes 14 à 18, nous demandons respectueusement que la date de clôture des soumissions actuelle soit prolongée du 12 février au 26 février 2016. Cette prolongation permettra de garantir l'équité à tous les répondants et donnera suffisamment de temps pour examiner les changements ainsi que les projets qualifiés supplémentaires, fournir de meilleures réponses et accroître la concurrence globale.
- R56. Veuillez-vous reporter à la réponse R55.
- Q57. En raison des changements importants qui découlent de la révision 002 de la pièce jointe A contenue dans la modification 008 publiée par le Canada, les soumissionnaires devront peut-être apporter des changements importants à leur soumission. Nous demandons respectueusement une prolongation de deux semaines.
- R57. Veuillez-vous reporter à la réponse R55.
- Q58. Référence : Pièce jointe A – Critères d'évaluation technique. Étant donné que la demande de propositions limite les soumissionnaires à seulement 12 contrats au total, nous croyons que tous les contrats présentés par un soumissionnaire devraient pouvoir être utilisés pour démontrer l'expérience de ce dernier dans la réalisation de travaux pour le compte d'une organisation militaire et non pas seulement pour répondre aux critères obligatoires O1 et O5. Nous demandons que l'État révise le critère coté C6 et élimine la restriction selon laquelle des points sont attribués uniquement pour la démonstration de l'expérience présentée dans les critères obligatoires O1 et O5.
- R58. Le Canada a examiné la demande. Non. L'exigence demeure telle quelle. Aucune modification ne sera apportée à ce critère.
- Q59. En ce qui concerne la date de clôture des soumissions du 12 février 2016, nous demandons respectueusement que l'État envisage de la prolonger jusqu'au 26 février 2016.
- R59. Veuillez-vous reporter à la réponse R55.
- Q60. En ce qui concerne les critères cotés C8 et C10 de la pièce jointe A, veuillez confirmer que le Canada demande aux soumissionnaires de démontrer qu'ils ont affiché un rendement satisfaisant dans le cadre des deux contrats cités en référence (pas seulement un) et rajuster la notation en conséquence (c.-à-d. 20 points par contrat cité en référence). Il s'agit d'un changement qui découle de la modification 008, mais il est dans l'intérêt du Canada d'évaluer le rendement satisfaisant dans le cadre des deux contrats.
- R60. Non. Une seule référence contractuelle fournie selon les critères obligatoires O1a ou O1b sera évaluée et obtiendra 40 points si elle répond au critère.
- Q61. La modification 008 a entraîné un changement qui permet aux répondants de présenter de l'expérience dans la prestation de services pour lesquels ils n'avaient pas de contrat direct avec le destinataire final (c.-à-d. expérience à titre de sous-traitant). Il s'agit d'une pratique très inhabituelle pour le Canada, et le changement n'a pas été apporté en réponse à une question directe d'un fournisseur dans un ensemble de questions et de réponses fourni dans les modifications publiées à ce jour. Selon ce que nous comprenons, l'objectif du processus d'évaluation de la demande de propositions est d'évaluer la capacité des répondants à fournir les services relatifs au Système d'information de la gestion des ressources de la défense et à SIGMA en fonction de leur expérience antérieure. L'expérience d'un fournisseur à titre de « sous-traitant » ne démontre pas cette capacité, mais plutôt la capacité de l'entrepreneur principal. Par exemple, le critère obligatoire O5a permet aux soumissionnaires de présenter de l'expérience à titre de « sous-traitant », mais prévoit aussi que le soumissionnaire doit démontrer qu'il « était responsable de la conception, le développement et la mise en œuvre

d'une nouvelle solution SAP intégrée ». Il s'agit d'une exigence très subjective pour un critère obligatoire de démontrer que le soumissionnaire, à titre de « sous-traitant », était « responsable » plutôt que l'entrepreneur principal. Comment est-il possible de démontrer la responsabilité, car chaque situation est unique en ce qui concerne les exigences, les défis et la gouvernance? Comment l'État évaluera-t-il le rendement du soumissionnaire et vérifiera-t-il que celui-ci était « responsable » alors que le contrat de sous-traitance n'a pas été conclu directement avec le client final (et, en théorie, aurait pu être exécuté pour un tiers avec lequel le soumissionnaire a un lien)? En outre, ce changement a des conséquences sur d'autres critères de la demande de propositions.

Nous demandons que l'État règle ce problème de subjectivité dans l'évaluation en supprimant les références à l'expérience à titre de « sous-traitant ».

- R61. Le Canada a examiné cette demande. Le soumissionnaire doit démontrer son expérience ou l'expérience d'une organisation associée (telle qu'une société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire), à titre d'entrepreneur principal ou de sous-traitant, respectivement, en ce qui concerne le respect de chaque critère obligatoire, comme il est indiqué. Le Canada approuve l'expérience du soumissionnaire ou celle de l'organisation associée, à titre de sous-traitant, si cette expérience a été démontrée dans le cadre d'un contrat et que le soumissionnaire (ou l'organisation associée) était responsable des travaux déterminés par un entrepreneur principal. Il est à noter que l'article 3.2 c) (iii) (C) et l'article 4.2 d) (iv) ont également été modifiés pour tenir compte de cet élément dans la modification 008. Aucune modification ne sera apportée à la demande de soumissions.
- Q62. La modification 008 de la demande de propositions a entraîné de nombreux changements importants. L'un des changements les plus importants est qu'auparavant, bon nombre des travaux cités en référence pour les critères obligatoires devaient avoir été réalisés aux installations du client (c.-à-d. sans faire appel à un centre de prestation de services). Les points cotés pour ces travaux obligatoires réalisés aux installations du client étaient de 305 (c.-à-d. critères cotés C1 à C6). À la suite de la modification 008, les critères obligatoires ne contiennent plus l'exigence de réalisation des travaux « aux installations du client ». Un autre critère coté a été ajouté, pour lequel 50 points peuvent être accordés si les travaux cités en référence ont été réalisés aux installations du client. Il s'agit d'un changement important de la portée d'un critère important de la demande de propositions qui diminue ce qui a déjà été un critère de qualification important. Nous demandons respectueusement que cette situation soit corrigée pour remettre l'accent sur l'élément coté de ce critère.
- R62. Le Canada a examiné cette demande. Le nombre de points attribués en fonction de ce nouveau critère correspond à l'exigence globale du Canada. Aucune modification ne sera apportée à la demande de propositions.
- Q63. En ce qui concerne le critère coté C2 de la pièce jointe A, veuillez confirmer que, conformément aux critères obligatoires O1a, O1b, O3a et O3b, la notation est fondée sur des ressources à temps plein qui travaillent simultanément et continuellement pendant au moins une période de 18 mois.
- R63. Oui, c'est exact.
- Q65. Compte tenu de la publication d'exigences révisées le 3 février 2016, nous demandons respectueusement une prolongation de deux semaines jusqu'au 26 février 2016.
- A65. Veuillez-vous reporter à la réponse R55.
- Q66. Dans la pièce jointe A, le critère C4 exige de posséder une expérience relative à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des modules ou des applications SAP; toutefois, cela limite l'expérience relative aux contrats indiquée à la réponse aux critères

obligatoires O5a et O5b ainsi qu'au critère C3. L'État pourrait-il envisager de permettre aux répondants d'utiliser l'un ou l'autre des 12 projets qui respectent les exigences obligatoires et cotées? Cette modification permettra d'accroître la concurrence en offrant une meilleure valeur globale à l'État.

- A66. Le Canada a examiné votre demande. L'exigence du Canada demeure telle quelle. Aucune modification ne sera apportée à ce critère.
- Q67. Nous demandons respectueusement que la date de soumission actuelle du 12 février soit reportée au 26 février afin d'offrir suffisamment de temps aux répondants pour évaluer les modifications apportées à la modification 8 et formuler une réponse de qualité.
- R67. Veuillez-vous reporter à la réponse R55.

LES AUTRES MODALITÉS DE MEURENT INCHANGÉES